



Changements climatiques.. Egypte : Faire face aux défis majeurs .. investir les opportunités prometteuses



Dr. Inas Abou Taleb
 Chef de l'ancienne agence des affaires environnementales
 Professeur de Technologie du traitement des déchets liquides
 et des études environnementales -Institut des recherches
 environnementaux et des changements climatiques- Centre national
 des recherches

Certes, parler du changement climatique a dépassé la phase d'interrogation ; s'agit-il d'un simple phénomène ou d'un vrai changement ayant des causes connues aussi bien que des impacts palpables dont nous souffrons tous. En fait, le changement climatique présente un phénomène naturel qui a lieu essentiellement avec les changements des temps, néanmoins l'activité humaine accélère son rythme ; or, l'aggravation inédite de la concentration des gaz à effet de serre par rapport à la période précédant la révolution industrielle, due à l'augmentation de l'activité humaine, a intensifié à son tour la quantité de la chaleur absorbée ou retenue via ces gaz touchant la température de la Terre, et causant un déséquilibre de la chaleur et une élévation de la température terrestre ; cela a certainement entraîné des changements climatiques qui ont altéré tout aspect de vie.

L'élévation permanente exagérée de la température mène à la vaporisation des surfaces hydriques et l'abaissement des taux d'humidité ce qui, par la suite, augmente la sécheresse et cause la désertification dans certains endroits et la réduction des taux d'alimentation dans les réservoirs des eaux souterraines. De plus, la hausse de la température contribue à la consommation des eaux consacrées à l'irrigation des récoltes, et l'accroissement des besoins d'eau utilisée dans le secteur agricole. Cet état de chose, débouche sur l'aggravation des pressions sur les ressources hydriques déjà limitées, le changement saisonnier, les intempéries qui, du fait de leur augmentation, ont mené à des catastrophes telles les pluies torrentielles, les inondations qui menacent la vie des humains comme il détruit leurs possessions dans des endroits divers.

Il est vrai que le changement climatique devient une inquiétude qui entrave la marche du développement durable, et les efforts consentis pour promouvoir les conditions de vie sans pour autant oublier la réduction du taux de pauvreté. L'on trouve que les secteurs les plus endommagés sont les eaux, l'agriculture et les régions côtières. Le

secteur hydrique fait partie des plus importants secteurs qui sont très vulnérables face aux changements climatiques. Il s'agit d'un secteur central vu son lien avec l'eau, l'alimentation, l'énergie aussi bien que son influence directe et indirecte sur l'économie égyptienne.

Le changement climatique extrême est un phénomène transfrontalier, l'on a commencé récemment à réaliser son impact en Egypte avec l'élévation de la température, la pénurie des pluies ou bien son accroissement en dehors de leurs saisons, ce qui a influencé négativement la qualité des récoltes alimentaires, la pâture et la production animale ; ceci implique l'élargissement des terrains agricoles afin d'obtenir le minimum de la sécurité alimentaire. Rappelons que l'augmentation de la demande des eaux pour irriguer davantage de terrains, avec le manque des flux transfrontaliers de nos quotas du Nil outre le climat national sec et la croissance démographique croissante constituent un défi qui bute les plans du développement durable.

Certes, la hausse de la température annonce l'élévation des surfaces des mers, l'écoulement des côtes égyptiennes, le

déplacement des habitants aussi bien que la réduction du taux de tourisme... éléments ayant des conséquences sociales, et économiques très dangereuses. Il est à noter que la montée de la surface méditerranéenne signifie la salinisation des terrains côtiers et l'altération nocive du réservoir souterrain ce qui affectera négativement la productivité agricole surtout avec le retrait excessif des eaux du réservoir souterrain. Et d'ajouter l'écoulement de larges espaces du Delta qui couvre les meilleurs terrains agricoles produisant 3040- pour cent de la production égyptienne de la nourriture et de la production agricole et 50 pour cent de la production industrielle.

Nombreux sont les défis qui font obstacles devant les plans de développement que ce soit ceux qui sont agricoles ou industriels pour faire face à la croissance démographique. Parmi lesdits défis, nous pouvons citer la pénurie des eaux dont le taux augmente à cause de la croissance de la demande face au réchauffement climatique. Cette situation implique la prise des mesures tant à court terme qu'à long terme pour réduire les effets économiques et sociaux en résultant. Le problème majeur est que les catégories pauvres sont les plus vulnérables à l'égard de ces ramifications qui les poussent à se déplacer à l'extérieur de leurs villes, raison pour laquelle la mise en place des politiques fermes et le consentement des efforts conjugués deviennent une nécessité et non pas un bien-être pour s'en relever.

Les mécanismes de limitation des effets des changements climatiques que comprennent les mesures visant à diminuer l'émission de gaz à effet de serre se bornent à l'accent à mettre sur la nécessité de s'appliquer à freiner l'accroissement de telles émissions. Cela tend, en fait, à réaliser l'équilibre entre les émissions causées par l'homme et leur élimination, ainsi que l'adaptation aux effets néfastes du changement climatique. Certains peuvent se demander que signifie l'adaptation. La réponse en est que l'adaptation c'est la prise des mesures nécessaires à l'adaptation au changement climatique. Ces mesures changent d'un pays l'autre selon sa situation géographique, et la portée de l'impact des changements climatiques néfastes qu'il subit d'après ses moyens financiers. De telles mesures comprennent la construction de défenses d'inondation, la mise en place de systèmes d'alerte précoce aux cyclones, et le fait de passer à la culture des plantes qui résistent à la sécheresse...etc.

La part de l'Egypte en émissions de gaz à effet de serre ne dépasse pas 0.6 %. Et pourtant, elle juge extrêmement important l'investissement dans les mesures de réduction et d'adaptation. Pour ce faire, le gouvernement égyptien a pris des mesures pour passer à l'économie à faible consommation de carbone, considérée la plus solide capable de créer de nouvelles chances de travail, tout en adoptant une formule intégrant la dimension socio-écologique pour remédier aux effets néfastes du changement climatique.

Les mesures de réduction appliquées dans les nouveaux projets consistent dans la transition vers la technologie à basses émissions et la réduction progressive de celle à hautes émissions, ce qui contribuera à la réalisation des objectifs du développement durable grâce au recours à l'énergie nouvelle et renouvelable ; à l'investissement dans la promotion de l'énergie dans les différents secteurs ; au recyclage et au traitement des déchets solides et agricoles ; aussi bien qu'à la conversion des carburants au gaz naturel et à l'électricité, notamment dans les secteurs de transports et de petites industries.

L'investissement dans les mesures d'adaptation au changement climatique revêt une importance majeure vu ses dimensions économiques quant au traitement des séquelles d'un tel changement, à savoir la pénurie de ressources en eau qui affecte, par la suite, les activités agricoles et industrielles, voire la répartition démographique. Pour combler le fossé entre besoins et ressources disponibles en

L'Egypte présente un marché prometteur pour l'investissement dans l'action climatique dans les domaines de l'énergie propre, étant donné les richesses naturelles dont elle jouit comme le soleil et les parcs éoliens. On peut investir en fait, dans l'installation de centrales solaires et éoliennes. S'ajoute figure parmi les pays qui attirent l'implantation de la technologie de fabrication des panneaux solaires, et également celle des composants des stations de dessalement

L'économie égyptienne se heurte à des obstacles croissants qui pèsent sur le développement, de même qu'à des pressions sur le budget de l'Etat pour réaliser les projets tant de réduction que d'adaptation, au moment même où lui fait défaut le financement nécessaire à la prévention des chocs provenant du changement climatique et de son impact sur les systèmes écologiques

eau, l'on met en place davantage de projets d'adaptation grâce à la promotion des ressources en eau par le traitement et le recyclage des eaux d'égouts et de drainage agricole ; le dessalement des eaux de mer ; la collecte des eaux pluviales et de torrents ; le freinage de la pollution via la couverture croissante des villages en systèmes d'égouts ; la promotion de la disponibilité d'eaux via la réhabilitation des canaux et la limitation de l'intrusion d'eau de mer par une infrastructure susceptible de protéger les côtes.

L'économie égyptienne se heurte à des obstacles croissants qui pèsent sur le développement, de même qu'à des pressions sur le budget de l'Etat pour réaliser les projets tant de réduction que d'adaptation, au moment même où lui fait défaut le financement nécessaire à la prévention des chocs provenant du changement climatique et de son impact sur les systèmes écologiques, la santé de l'homme, l'agriculture, l'industrie et la répartition démographique. Cet état de choses fait obstacle à la croissance économique et met à l'épreuve l'objectif d'élimination de la pauvreté dans le plan du développement durable.

Après la revue de ces défis que tout le monde connaît, force pour nous est de transformer les défis liés au changement climatique en chances d'investissement et de développement, aussi bien que de renforcer la présence stratégique entre Etat, secteur privé et communauté internationale afin d'assurer une transition de qualité servant à répondre auxdits défis. D'ailleurs, l'investissement peut avoir lieu dans l'action liée au climat sur deux volets : l'un s'effectue au sein de l'Etat égyptien, tandis que l'autre est extérieur et s'effectue à travers la coopération avec les Etats africains.

Il ne fait pas de doute qu'en dépit des grands défis causés par les implications du changement climatique, l'Egypte présente un marché prometteur pour l'investissement dans l'action climatique dans les domaines de l'énergie propre, étant donné les richesses naturelles dont elle jouit comme le soleil et les parcs éoliens. On peut investir en fait, dans l'installation de centrales solaires et éoliennes. S'ajoute figure parmi les pays qui attirent l'implantation de la technologie de fabrication des panneaux solaires, et également celle des composants des stations de dessalement ; de même que l'implantation des technologies à faible émission de carbone, ainsi que celles de traitement et de recyclage des déchets issus de l'utilisation croissante des panneaux solaires et des batteries électriques pour assurer la durabilité de l'énergie.

Il est également important d'investir dans le domaine de minéralisation des déchets des stations de dessalement par l'extraction des sels précieux de la solution saline issue du dessalement (Albrin), comme l'extraction du nickel, du cobalt, du magnésium et du lithium, élément essentiel pour les batteries des voitures électriques qui fait l'objet d'une demande universelle sans précédent, vu qu'il constitue l'élément principal dans la fabrication de toutes les batteries petites et grandes, et qu'il devient une partie très importante de l'avenir de l'industrie automobile électrique.

Cela dit, l'extraction du lithium à partir de substances non conventionnelles est désormais une nécessité impérieuse. Elle offre, en outre, des chances d'investissement aux secteurs privé et public égyptiens et maximise l'échange commercial entre l'Egypte et les pays du bassin du Nil en vue de soutenir ces derniers et de mettre en place des projets communs de développement, tels que les projets électriques, agricoles et de production animale ; ce qui contribue à soutenir l'économie égyptienne et porte remède aux problèmes économiques qui résultent du manque des ressources en eau, à travers l'importation de l'eau virtuelle par le moyen de satisfaire aux besoins agricoles et animaux grâce à ces Etats.

En fin de compte, il appartient au gouvernement de créer un milieu favorable à l'investissement climatique en procédant par le développement tant des instruments de financement, que des mécanismes d'action commune dans le but de tirer profit de toutes ces chances prometteuses.